

Mémoire des Forces vives de la nation

Au début des années 90, le Peuple Togolais s'était dressé contre tout ce qui constitue des violations des droits et libertés des Peuples et a exigé la mise en place d'un système dans lequel tous les Togolais du Sud au Nord et de l'Est à l'Ouest seraient égaux en droits et en Dignité et verraient tous leurs droits respectés. 20 ans après ce combat au cours duquel plusieurs de nos concitoyens sont tombés et les acquis obtenus de haute lutte, l'on constate avec amertume que la situation politique, socioéconomique, éducative, etc. de notre pays est demeurée la même si elle n'est pas devenue pire sur la plupart des points.

En ce troisième millénaire, au moment où plusieurs peuples africains évoluent tranquillement vers une prospérité politique, économique et sociale partagée, le Togo, notre pays, vit dans un délabrement total. Que s'est-il exactement passé? Pourquoi en sommes-nous encore là aujourd'hui? Que reste-il à faire pour que la Terre de Nos Aïeux sorte enfin de cet obscurantisme? Ce sont là les constats qui ont guidé cette analyse et nos propositions.

I- L'ÉCHEC DU PROCESSUS DEMOCRATIQUE

20 ans après la Conférence Nationale, les revendications du peuple togolais admises par les pouvoirs publics et transcrites dans les actes de ladite Conférence n'ont pas trouvé leur matérialisation dans la réalité. L'échec de la transition démocratique et du processus de naissance de l'Etat de Droit dans notre pays sont dus à divers facteurs. Les deux plus importants facteurs sont la mise en place d'une stratégie de la terreur par le régime RPT et l'incapacité de la classe politique d'opposition à pouvoir représenter et présenter une alternative crédible à la dictature en s'unissant autour d'un objectif commun.

Relativement à la stratégie de la terreur, dès que le mouvement démocratique a commencé au début des années 90, le régime dictatorial alors incarné par le Général Eyadéma avait instrumentalisé la violence pour décourager toute velléité de changement et d'alternance au pouvoir de la part des forces démocratiques. Cette stratégie doit également beaucoup à la manipulation et surtout au tribalisme et à la corruption.

De l'autre côté, la classe politique d'opposition, arc-boutée sur des intérêts basement personnels, des ambitions qui négligent et même ignorent complètement l'intérêt général d'un peuple togolais qui a sué sang et eau dans une lutte pour son Bien Être, n'a pas réussi à constituer le tremplin indispensable dont Notre Peuple avait besoin pour porter ses objectifs fondamentaux d'Etat de droit, de respect de la Dignité et de Bonne Gouvernance sur les frontons de la victoire. Des querelles intestines ont poussé l'opposition à ne pas construire sur les acquis du Front des Associations pour le Renouveau (FAR), notamment la libéralisation de la vie politique avec le multipartisme, l'amnistie générale pour les condamnés, les prisonniers politiques et pour le retour des exilés politiques de tous genres, la liberté de presse et de religion, etc. La classe politique togolaise demeure ainsi la seule équipe au monde au sein de laquelle on cherche absolument à éliminer le buteur parce qu'on est jaloux du fait qu'il est applaudi en oubliant que quand il marque c'est toute l'équipe qui gagne.

A tout ceci, il faudra ajouter le goût prononcé pour le populisme, la volonté ferme du «moi ou le chaos», la tendance à se poser en homme providentiel, qui conduisent souvent à la proposition au peuple de stratégies complètement irréalistes et de solutions dites radicales mais qui n'ont de radical que le nom puisque les auteurs desdites propositions ne se sont jamais dotés au préalable des moyens pour les mener à bout et n'ont jamais de solutions de rechange au cas où ces stratégies improvisées échouaient comme c'est d'ailleurs souvent le cas

Cette situation a conduit à ce que la plupart des acquis démocratiques et de Bien Être obtenus suite à d'âpres luttes par le Peuple sous la bannière du FAR sont demeurées lettres mortes ou ont même été vidés de leur contenus comme c'est le cas de la Constitution d'Octobre 92 complètement dépouillée de sa substance en décembre 2002 parce que l'opposition a adopté la mauvaise stratégie de boycotter les législatives qui ont suivi l'Accord Cadre de Lomé.

Si la cupidité, la trahison, l'ignorance de l'intérêt général du Peuple et le manque de maturité ont fait que la période de transition togolaise a été la seule à se terminer comme un serpent qui se mord la queue, le processus démocratique togolais tout entier a simplement confirmé et même conforté le RPT dans son pouvoir. Non seulement la Terre de nos Aïeux n'a pas aujourd'hui atteint les objectifs de bonne gouvernance, de respect de la Dignité et des droits de tous les Togolais, mais en plus nos compatriotes se sont totalement appauvris sur le plan matériel (socio-économique) alors que le régime et ses suppôts ont réussi, en plus du pouvoir politique et militaire qu'ils avaient déjà, à conquérir et même confisquer la totalité du pouvoir économique non seulement en monopolisant presque tous les postes de l'administration mais aussi en s'accaparant le domaine des affaires

II- LA SITUATION ACTUELLE DU TOGO

L'état actuel du Togo est caractérisé par une situation assez paradoxale.

Sur le plan politique, le Togo vit un état de non démocratie. Si on ne peut pas vraiment qualifier la situation qui prévaut aujourd'hui dans notre pays de dictature pure et dure comme c'était le cas sous le général Eyadéma, la Terre de nos Aïeux demeure toutefois beaucoup plus proche d'une dictature que d'une véritable démocratie dans la mesure où la plupart des institutions, des mécanismes et des gardes fous qui caractérisent une réelle démocratie sont totalement inexistantes alors que les principales libertés sont de plus en plus réduites et que les droits humains ont repris depuis 2010 le chemin des violations comme par le passé.

Aujourd'hui, notre pays a une Constitution qui est vidée de sa véritable quintessence. Outre le fait qu'elle méprise la volonté populaire en cas de majorité parlementaire différente de celle du chef de l'Etat et qu'elle rend le président de la république tout puissant, la Constitution togolaise actuelle crée une situation de présidence à vie par la suppression de la limitation des mandats présidentiels qu'elle a intégrée en son sein.

Pendant le même temps, la situation de notre armée demeure toujours incertaine. Sa position correspond beaucoup plus à celle d'un instrument de conservation et de gestion de pouvoir qu'à celle d'une institution républicaine.

Sur le plan économique et social, notre pays s'est inscrit sur la liste des Etats prédateurs ou des républiques bananières dans lesquelles tout est permis. Détournements des biens publics à des fins personnels, corruption, concussion, prévarication aux charges, népotisme et discrimination, refus absolu de la méritocratie et culte de la médiocrité, inégalités dans la répartition des richesses nationales, confiscation des biens de la Nation tout comme le pouvoir politique entre les mains d'une classe privilégiée, absence de tout contrôle des prix et augmentation constante des prix des biens de consommation les plus indispensables sont les principaux traits caractéristiques d'un régime dans lequel tous les biens et les richesses nationales profitent à une infime minorité dont les membres ont pour seul mérite le fait d'appartenir à un groupe, à un parti politique, à une ethnie ou à une région.

A la mort du Général Eyadéma, le Peuple s'attendait à un changement de régime. Hélas, cela ne viendra malheureusement pas.

De tout ce qui précède, il résulte aujourd'hui que la situation de la Terre de nos Aïeux est celle d'une absence d'un véritable Etat de droit qui est le seul dans lequel la Dignité et les droits des citoyens seront respectés, la richesse nationale répartie équitablement et le bien être de chacun assuré sans discrimination aucune. Notre pays est dans une situation qui ne permet nullement d'assurer ni l'alternance politique, ni le respect de la volonté populaire et plus particulièrement la vérité des urnes, ni le bien être des populations.

Les multiples accords conclus entre le régime en place et l'opposition, malgré les belles intentions qui y sont incluses, n'ont jamais trouvé un dénouement heureux, soit parce que le régime, craignant de perdre certains de ses privilèges, s'est rebiffé entre temps, soit parce que l'opposition n'a pas été assez soudée et protectrice des intérêts généraux du peuple pour pouvoir aller jusqu'au bout de la logique devant faire triompher l'intérêt général et assurer le bien être de chaque Togolais. Le dernier des exemples de ces accords qui demeure lettres mortes est l'Accord Politique Global, signé en août 2006 à Ouagadougou et dont l'aspect 'réformes institutionnelles et constitutionnelles' peine à ce jour à se mettre en place.

Il en résulte que depuis 20 ans et en dehors des acquis démocratiques obtenus par la jeunesse et la société civile regroupées au sein du F.A.R. en 1991, notre pays n'a connu aucune autre avancée significative sur le plan politique et semble même avoir reculé si l'on s'en tient à l'état actuel de notre Constitution qui a été réduite à sa portion congrue en tournant le dos aux vrais principes et valeurs démocratiques.

La conséquence de toute cette situation est que la machine du développement semble grippée et refuse de démarrer. Les Togolais, toute catégorie confondue, semblent attendre un signal ou un acte pour recommencer à agir. Ce signal, cet acte, c'est le déblocage de la vie politique et mieux le changement de système.

Il est aujourd'hui temps de faire appel à toutes les bonnes volontés, projets et intentions fondés sur l'intérêt général du peuple togolais, le respect de la Dignité et des droits de chacun pour permettre à la Terre de nos Aïeux de sortir de cette situation qui la place à la queue des nations africaines alors que cette « Colonie Modèle » des Allemands avait été destinée dès les indépendances à devenir une Nation prospère, et mieux encore, «l'Or de l'Humanité».

Seul un combat fondé sur la défense de l'intérêt de chaque Togolais pourra garantir l'épanouissement de tous. Ce combat doit encore une fois, et comme au début des années 90, être complètement désintéressé et éviter de faire peur à qui que ce soit. Il doit être assez objectif, national et montrer à chacun des Togolais qu'il soit et d'où qu'il vienne, qu'il est tourné vers la protection de ses intérêts, droits et privilèges si ceux-ci ne sont pas contraires à l'intérêt général mais s'inscrivent dans le sens de la protection des droits et de la Dignité de tous. Ce combat doit être orienté vers un changement radical de régime et de façon de gouverner. Il doit viser à substituer à l'à peu près démocratique que nous avons actuellement un véritable Etat de Droit et à la gouvernance centrée sur l'intérêt personnel ou de groupe une Gouvernance d'Intérêt Général que l'on peut qualifier de Gouvernance Efficiente.

C'est avec cet esprit et dans ce sens que nous faisons les propositions ci-après:

III- LES PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

Quelles sont les solutions minimales qui peuvent permettre de régler la crise que traverse notre pays depuis 20 ans?

A- A LA CRISE POLITIQUE PERMANENTE

Nous proposons les solutions suivantes:

1- Trouver les mécanismes nécessaires pour mettre en œuvre le volet «réformes institutionnelles et constitutionnelles» contenu dans l'Accord Politique Global (APG).

a)- Ces réformes doivent intégrer la révision de notre Loi Fondamentale afin qu'elle reflète les réalités socioculturelles de notre pays. Mais d'ores et déjà et en attendant ces réflexions et cette nouvelle Constitution, il convient de revenir à la Constitution de 1992 dans sa totalité avec les conditions d'élections du Chef de l'Etat dans un suffrage universel à deux tours, une limitation à deux des mandats présidentiels, une répartition sensée des prérogatives de l'exécutif entre le Chef de l'Etat et le Premier Ministre en tenant compte des règles qui gouvernent le régime semi-présidentiel adopté dans ladite Constitution.

Les discussions, la préparation, la rédaction en vue de l'adoption de cette nouvelle constitution ne sauraient être réservées ni à un groupe, ni à des partis ou des hommes et des femmes politiques seuls. Dans la mesure où ce texte doit recueillir un large consensus et gouverner la vie de toute la nation, le processus doit être confié à un groupe assez représentatif de la Terre de nos Aïeux, avec une possibilité d'entendre la voix de la Diaspora.

b)- La mise en place d'institutions crédibles et impartiales qui garantissent dans la transparence le respect des règles démocratiques et de l'Etat de droit. Parmi ces institutions, il faut citer entre autres la Cour Constitutionnelle, le Conseil Supérieur de la Magistrature, la Cour des comptes, etc.

c)- Les réformes institutionnelles doivent également se pencher sur le problème de l'Armée et surtout trouver les mécanismes nécessaires pour la sortir de sa situation de simple instrument au

service d'un pouvoir pour la rendre républicaine, impartiale et soumise aux institutions démocratiques incarnant le pouvoir politique.

2- Trouver les voies et moyens les meilleurs pour régler d'une façon négociée le contentieux ANC/UFC/Pouvoir RPT qui empoisonne la vie politique.

3- Trouver les voies et moyens pour permettre enfin à notre pays d'organiser des élections libres, transparentes et démocratiques. A cet effet, il faudra créer des mécanismes permettant de régler définitivement les problèmes électoraux qui sont devenus récurrents dans notre pays et qui rendent chaque lendemain de scrutin conflictuel.

Dans le domaine des élections, le FRONT-SAGE demande que le corps électoral soit enfin étendu aux Togolais de la diaspora afin que ceux-ci puissent participer effectivement à la vie politique de leur pays.

Compte tenu du nombre grandissant de Togolais vivant hors de leur pays, il est également indispensable que des représentants des Togolais à l'étranger soient élus par région du monde et que ceux-ci représentent effectivement les Togolais de la diaspora dans les institutions comme l'Assemblée Nationale, le Sénat, avec la possibilité de mettre en place un organe permanent chargé de s'occuper de leurs problèmes.

4- Le FRONT-SAGE demande qu'il soit mis fin à l'impunité sous toutes ses formes, et plus particulièrement à l'impunité par rapport aux crimes politiques, aux délits économiques et en ce qui concerne les violations des droits de la personne.

5- Le FRONT-SAGE exige que les libertés publiques soient respectées dans tous les domaines et notamment les libertés d'expression, de presse, de manifester, d'association, de culte, d'opinion, etc. A ce titre, nous exigeons que les persécutions cessent contre les journalistes à qui nous demandons par la même occasion de faire en sorte que leur travail se déroule dans un respect scrupuleux de la déontologie et des devoirs de leur profession. Cela évitera de devoir recourir souvent à l'indulgence ou à la magnanimité de l'autorité politique qui ne peut que tirer profit d'une telle situation.

Nous mettons un accent particulier ici sur la réouverture des radios fermées par l'ARTP par une décision que le FRONT-SAGE considère comme illégale et arbitraire.

Il est également indispensable que les étudiants se voient reconnaître toutes les libertés auxquelles tous les citoyens Togolais ont droit et qu'il ne soit pas posé de façon discriminée des entraves à ce droit.

Le FRONT-SAGE demande que le projet de loi « fixant les conditions d'exercice de la liberté de réunion et de manifestation sur la voie publique ou dans les lieux publics » adopté dernièrement par le gouvernement soit immédiatement retiré et que le processus de discussion avec les forces vives se poursuivent pour la préparation et l'adoption d'un projet consensuel respectueux de la liberté de réunion et de manifestation et tenant compte des dispositions de notre Constitution et des Traités internationaux signés par notre pays.

6- Il convient également de trouver les voies et moyens pour moraliser véritablement la vie publique en mettant notamment fin à la recherche effrénée de l'intérêt personnel, à la confusion des biens publics avec des biens privés, aux détournements des biens de l'Etat, à la corruption, à la prévarication aux charges, à la concussion et à la transhumance politique.

7- Au nom des forces démocratiques et de tous les combattants de la liberté, le FRONT-SAGE exige de l'opposition démocratique qu'elle mette fin à ses querelles intestines et de personnes pour servir d'acteurs responsables œuvrant pour l'intérêt général et le bien être de tous. A cette étape de la lutte, le problème crucial des Togolais n'est pas de savoir qui va occuper quel poste mais de sortir de la misère par la réalisation du changement de système. Il importe à cet effet que l'opposition s'accorde sur la méthode la plus efficace pour y parvenir. A ce sujet, il est plus qu'urgent que notre classe politique d'opposition commence enfin à faire son autocritique, à accepter les critiques externes et qu'elle essaye de régler définitivement les problèmes qui la minent et qui empêchent qu'elle puisse porter effectivement et efficacement les revendications du Peuple. Des états généraux de l'opposition pourront aider à ce faire.

B- AUX PROBLEMES SOCIO-ECONOMIQUES ET EDUCATIFS

Le FRONT-SAGE demande:

1- de créer des mécanismes permettant de palier aux problèmes de la vie chère et de pratiquer des prix tenant compte entre autres du niveau de revenu de nos populations.

2- de mettre en place un système permettant une répartition équitable entre les Togolais de la richesse nationale. Il s'agit essentiellement:

a)- de promouvoir la méritocratie et la culture de l'excellence dans l'administration en mettant l'homme qu'il faut à la place idoine et en répartissant les postes administratifs et de direction des sociétés publiques de façon à éviter toute sorte de discrimination.

b)- de mettre fin à la confiscation par certaines familles, des groupes de personnes, une catégorie socioprofessionnelle, une ethnie, une région, ou tout autre groupe des biens et richesses de la Nation

c)- de permettre comme aux Etats-Unis qu'un quota défini de l'administration soit réservé à chaque nouveau pouvoir qui ne saurait s'arroger le droit de placer ses hommes partout. Ces postes dont la liste devra être déterminée avec précision et figurer dans des dispositions constitutionnelles ou législatives seront libérées au moment où ladite administration a fini son mandat.

3- Sur le plan éducatif, le FRONT-SAGE trouve indispensable que les écoles, centres de formation mais aussi et surtout l'université soient équipés et que tous les moyens (transports, bibliothèques, ordinateurs et Internet haut débit, restauration, etc.) soient mis à la disposition des étudiants et des enseignants comme cela doit l'être en ce troisième millénaire.

Le FRONT-SAGE demande que les frais d'inscription à l'université soient radicalement revus à la baisse s'ils ne peuvent être supprimés purement et simplement ; que le système de bourses d'études destinées à aider les plus démunis et à encourager les plus méritants soit restauré.

Enfin, dans la mesure où des accords avaient été trouvés en 2006 entre le gouvernement et les organisations estudiantines relativement aux principaux problèmes des étudiants, le FRONT-SAGE demande la mise en application totale et immédiate desdits accords.

IV- LA METHODE OU LA PROCEDURE A ADOPTER

Pour discuter de ces divers problèmes et les régler de façon adéquate, le FRONT-SAGE considère que le meilleur cadre de discussion serait une assise regroupant des acteurs politiques, les représentants de l'armée et les forces de sécurité, les représentants de la jeunesse, de la Société Civile et de la diaspora. Au cours de ces discussions, les forces vives de la Nation feront le bilan de notre marche vers l'Etat de droit depuis 20 ans, dégageront des solutions aux divers problèmes en tenant compte de toutes les réalités de notre pays et de son évolution à court, à moyen et à long terme. Cette assise peut rejoindre l'idée de Dialogue émise par le Chef de l'Etat le 31 Décembre 2010 à condition que la composition de même que les sujets à aborder et les solutions tels que proposés dans ce mémorandum par le FRONT-SAGE soient pris en compte et respectés. La seule différence d'avec ce qu'a proposé le Chef de l'Etat réside dans le fait que l'assise que nous envisageons ne saurait avoir un caractère permanent même si elle peut donner lieu à la création d'un cadre de concertation ou de discussion permanent destiné à promouvoir un esprit de dialogue continu pour la résolution des problèmes à venir. Dans tous les cas, les problèmes ci-dessus énumérés par le FRONT-SAGE ont besoin de solutions immédiates.

Le mal qui ronge le Togo ayant déjà atteint le seuil de l'intolérable, le FRONT-SAGE entend s'opposer à tout ce qui obstruerait une marche certaine vers le règlement des problèmes de la Terre de nos Aïeux.

Dans tous les cas, pour le FRONT-SAGE, le seuil fatidique du 12 Avril 2011 ne saurait être franchi sans que les Togolais ne soient rassurés qu'un processus irréversible est initié pour leur donner espoir.

C'est au seul prix du minimum inscrit dans cet appel que nous lançons aujourd'hui que les problèmes de la Nation pourront être profondément débattus et les vraies solutions dégagées pour permettre, si elles sont appliquées de Bonne Foi, que la Réconciliation Nationale ne demeure pas un concept galvaudé, un contenant sans contenu ou un vain mot mais qu'elle devienne enfin une réalité palpable de tous les Togolais afin que la Paix et la Concorde retrouvent entièrement et véritablement droit de cité sur la Terre de nos Aïeux.

PRÊTS POUR LA DEMOCRATIE ET LA BONNE GOUVERNANCE, LA LUTTE CONTINUE

Fait à Lomé, le 16 Mars 2011

Dr. Jean Yaovi DEGLI

Le FRONT-SAGE Coordinator